

souplesse d'exécution et de l'importance des résultats? Dans la poursuite de la productivité, ce sont là des éléments déterminants.

La qualité de la gestion dépend des gestionnaires et non de personne d'autre.

Comprenons bien aussi sur le bureau de qui elle atterrit. Lorsque nous disons qu'il est nécessaire d'améliorer la gestion, nous ne parlons pas d'autres gens dans d'autres secteurs. Nous parlons de tout le monde, tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Les gestionnaires canadiens doivent, collectivement, faire beaucoup mieux.

Or, notre performance en recherche et développement (R-D) est étroitement liée à cet indicateur.

L'histoire du Canada est curieusement déséquilibrée à ce chapitre. Les gouvernements consacrent 8 milliards de dollars par an à la R-D et à la recherche fondamentale. Les encouragements fiscaux que nous offrons pour la R-D sont probablement les meilleurs au monde. Proportionnellement, le soutien que donne le secteur public à la R-D civile est tout près de la moyenne que l'on retrouve chez nos principaux concurrents.

Pourtant, en ce qui concerne la R-D et les innovations dans le secteur privé, nous sommes à la traîne. C'est à notre industrie d'y remédier. Personne d'autre ne peut le faire.

Pour ce qui est de l'infrastructure sociale, nous possédons quelques atouts. Le régime d'assurance-maladie canadien en est un. Comme nos voisins américains le découvrent, dans le domaine des soins de santé, nous faisons beaucoup plus qu'eux pour beaucoup moins cher. Cela donne un avantage concurrentiel au Canada.

En revanche, nul n'en dit autant de notre réglementation ou des contre-incitations à travailler inhérentes à notre assurance-chômage et à nos programmes d'aide sociale. Ou de notre système de normes et d'homologation. Se débarrasser de ces handicaps n'est pas une mince affaire et ne peut être réalisé unilatéralement, car ils concernent tous les paliers de gouvernement (fédéral, provincial et municipal) et touchent à des attitudes profondément ancrées. Cependant, ce sont des problèmes que nous devons régler maintenant, dans un contexte global.

Je devrais préciser que lorsque je dis «nous», je ne veux pas dire simplement le gouvernement. Ces cadres de politique ne s'édifient pas tout seuls. Ce sont ceux qui se donnent la peine de participer qui leur donnent forme. Nous devons agir, sans cela, on ne tiendra pas compte de nos points de vue.